

COREE DU NORD, TROC ATOMIQUE

REALITE DE LA MENACE



La Corée du Nord souffle le chaud et le froid. Elle a fini par accepter les "troc" que lui ont proposé les cinq nations pilotées par la Chine et réunies à Pékin. Les Etats-Unis se sont finalement satisfaits de la promesse de Pyongyang de renoncer au nucléaire militaire.

Après l'annonce par la Corée du Nord qu'elle était désormais en possession de l'arme atomique et qu'elle désertait la table des négociations des six nations, dressée par PEKIN, la nouvelle de son retour possible et à certaines conditions, avait précipité une nouvelle réunion de concertation entre les Etats-Unis, la Chine, la Russie, le Japon et la Corée du Sud. Finalement, le 15 septembre 2005, les représentants de Pyongyang avait repris le chemin de la capitale chinoise et accepté un honorable compromis avec la Chine, le Japon, la Corée du Sud, la Russie et les Etats-Unis.

Il y a un an, presque jour pour jour, sous la pression des communistes Chinois, Pyongyang avait accepté de revenir à Pékin et d'étudier favorablement le plan de garantie des cinq nations, Chine, Russie, Corée du sud, Japon et Etats-Unis. Celui-ci proposait entre autre, un programme d'équipement de centrales à usage exclusivement civil en échange de l'abandon par les communistes nord coréens, de leurs efforts d'armement nucléaire,. Jusqu'à présent la Corée du Nord avait participé sans résultats à trois séries de négociations dirigées par la Chine. En septembre 2004, Kim Jong Il avait déjà refusé d'envoyer ses diplomates à Pékin, accusant Washington d'intentions hostiles.

Il faut se souvenir que le plan de démantèlement des installations nucléaires militaires de la Corée du Nord, élaboré par Washington avec le concours du Japon et de la Corée du Sud et cautionné par la Chine et la Russie, avait semblé produire le résultat inverse de l'effet recherché:

- Les principes formulés par Washington demeuraient dans le vague sur deux points que les communistes nord coréens estimaient essentiels:

Le calendrier de mise en application des principes définis, notamment en ce qui concerne l'assurance de non agression par les Etats-Unis, demandée par Pyongyang; la liste concrète des avantages que la Corée du Nord pourrait tirer si elle se pliait aux exigences des Etats-Unis et de l'Agence internationale de l'énergie atomique basée à Vienne.

-Selon les indications fournies par les agences occidentales de renseignement, Kim Jong Il avait poursuivi activement son programme militaire nucléaire, comme s'il voulait disposer d'un arsenal maximum au moment où les conversations engagées atteindraient leur point critique.

-Les principes tels qu'ils avaient été portés à la connaissance de la presse, excluait tout abandon par les Etats-Unis de leur programme de contrôle des transports, notamment maritimes, des composantes d'armes de destruction de masse, contrôle qui visait en priorité les entrées et sorties des ports nord coréens.

On ne s'était pas trompé sur les faits mais sur les intentions.

La mise au point de l'arme atomique et des vecteurs capables de la propulser sur le Japon voire sur la cote ouest des Etats-Unis, était bien une réalité. Mais croire que Kim Jong Il voulait impressionner ses interlocuteurs pour tirer des négociations le maximum d'avantages était une erreur. Kim Jong faisait traîner en longueur les

pour parler pendant que les scientifiques communistes procédaient à la mise au point de la bombe et de ses vecteurs, notamment les fusées Taepodong 1 et 2 dont les essais avaient effrayé le Japon en 2002.

La crise nucléaire provoquée par la Corée du Nord avait débuté à l'automne 2002 avec le refus du régime communiste de Pyongyang de soumettre son arsenal nucléaire aux inspections de l'Agence internationale pour l'énergie atomique dont le siège est à Vienne et l'expulsion des inspecteurs de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique). La crise avait pris de l'ampleur en Janvier 2003, après le retrait de la Corée du Nord, du traité de non prolifération et la reprise par les Nord Coréens de leur programme nucléaire militaire.

L'escalade ainsi amorcée ne pouvait s'arrêter, selon Pyongyang, que si les Américains acceptaient un traité bi-latéral de non agression

L'escalade ainsi amorcée ne pouvait s'arrêter, selon Pyongyang, que si les Américains acceptaient un traité bi-latéral de non agression, procédure que Washington refusait d'emblée. Les Américains considéraient qu'en démontant les installations de surveillance mises en place par l'agence de Vienne, les Nord Coréens avaient violé leurs obligations résultant du traité de non-prolifération ; ils estimaient plus généralement que la guerre de Corée qui ne s'était soldée que par un armistice devait être définitivement clôturée par un traité global de paix rassemblant les belligérants d'alors sous la bannière des Nations Unies. En aucun cas, selon Washington, il ne pouvait s'agir de régler un contentieux bilatéral.

Côté nord coréen, on paraissait croire que la meilleure façon d'amener Washington à négocier, était de provoquer cette crise nucléaire

Côté nord coréen, on paraissait croire que la meilleure façon d'amener Washington à négocier, était de provoquer cette crise nucléaire au mépris des engagements pris par Pyongyang en 1994, envers la Corée du Sud et les USA. L'ambassadeur de Corée du Nord à Pékin, Choe Jin SU, expliquait que son pays " avait été obligé de reprendre son programme nucléaire et d'expulser les inspecteurs de l'AIEA, pour répliquer aux déclarations menaçantes de l'administration Bush et à l'arrêt des fournitures de pétrole indispensables à l'approvisionnement énergétique de son pays ". Selon le directeur du Pacific Forum CSIS affilié au Centre international d'études stratégiques de Washington, Pyongyang avait le droit de redémarrer les activités de la Centrale atomique de Yongbyon, gelées conformément aux termes des accords américano-nord coréens, nuls et nonavenus, selon les deux parties. En revanche, ils n'avaient pas le droit de briser les scellés apposés par l'AIEA, de démonter les caméras ni de reprendre un programme d'armement nucléaire.

L'annonce nord-coréenne était intervenue au moment où un rapprochement transatlantique semblait se dessiner

avec la participation du président Bush au double sommet de l'Union européenne et de l'OTAN. L'ensemble des occidentaux unanimes avait appelé la Corée du Nord à reprendre la négociation. Mais il s'agissait là d'une position de principe, car ni les diplomates ni les militaires n'avaient préparé une riposte. La seule mesure de rétorsion contre Pyongyang ne pouvait être qu'un renforcement de l'embargo en vigueur. Il semblerait cependant que cette hypothèse n'ait en rien influencé la décision de Kim Jong Il de souffler de nouveau le chaud. En revanche, l'unanimité affichée de la Chine, des Européens, et surtout des Américains et des Russes lors de la rencontre Bush Poutine à Bratislava a sans doute incité Pyongyang à modifier provisoirement sa stratégie de chantage.

Jean-Claude Courdy

www.geopolitis.net